



NON nous n'allons pas battre en retraite

Le gouvernement doit dès maintenant retirer son projet !

Depuis le 19 janvier, la population se mobilise massivement contre la réforme des retraites. Les différentes journées à l'appel de toutes les organisations syndicales et de jeunesse ont rassemblé des millions de travailleurs et travailleuses, jeunes et retraité.e.s.

Le 16 février, face à la non-réponse du gouvernement et du président de la République, l'intersyndicale a appelé à mettre la France à l'arrêt le 7 mars. Elle est forte du soutien des ¾ de la population et de 94 % des actifs qui refusent le recul de l'âge légal de départ à 64 ans et l'allongement de la durée de cotisations.

Aujourd'hui encore, ce sont plus de 3 millions de travailleurs et travailleuses, du public comme du privé, jeunes et retraité.e.s, qui se sont mobilisés, par la grève et/ou la manifestation.

C'est une journée historique par l'ampleur de ces grèves et de ces mobilisations. Des milliers d'écoles et de lieux d'études fermés, des entreprises privées, des administrations, et des villes à l'arrêt. Plusieurs centaines de manifestations et d'actions sur l'ensemble du territoire pour demander le retrait du projet de loi retraites.

À ce jour, ces mobilisations énormes conduites par une intersyndicale unie n'ont reçu aucune réponse de la part du gouvernement. Cela ne peut plus durer. Le silence du président de la République constitue un grave problème démocratique qui conduit inévitablement à une situation qui pourrait devenir explosive. En responsabilité, l'intersyndicale lui a adressé un courrier demandant à être reçue en urgence, demande qui a fait l'objet d'une fin de non-recevoir par le Président.

C'est forte de cette détermination encore et toujours exprimée que l'intersyndicale départementale soutient et encourage tous les secteurs professionnels à poursuivre et amplifier le mouvement.

L'intersyndicale appelle à une nouvelle mobilisation interprofessionnelle, **le mercredi 15 mars**, jour de la commission mixte paritaire, moment important du calendrier parlementaire.

Elle appelle toute la population à continuer la mobilisation et les actions, encore plus massivement pour dire non à cette réforme injuste et brutale.

RASSEMBLEMENT DES SERVICES DE L'ÉTAT
Place de la PRÉFECTURE (côté rue de Buffon),
LE MERCREDI 15 MARS 2023 À PARTIR DE 9 H 30 POUR UN DÉPART
COLLECTIF VERS LE POINT DE RASSEMBLEMENT DE LA
MANIFESTATION Place ANATOLE FRANCE À TOURS.



En complément de ces manifestations, c'est plus d'un million de personnes qui ont signé et diffusent la pétition en ligne proposée par les organisations syndicales, dont voici le lien et le QR code: https://www.change.org/p/retraites-non-%C3%A0-cette-r%C3%A9forme-injuste-et-brutale-reformes-des-retraites?source_location=discover_feed.

Cette opposition à la réforme touche désormais toutes les strates de la population.